

ASSEMBLÉE DES GILETS-JAUNES À L'ANNEXE DE LA BOURSE DU TRAVAIL...

Les Gilets-jaunes face à l'Europe...

Les *Gilets-jaunes*... Le mouvement des *Gilets-jaunes*... Dénominations un peu trop généralistes voire approximatives tant il y a plutôt des *Gilets-jaunes* et des mouvements de *Gilets-jaunes* suivant les divers groupes et lieux. On peut ainsi constater des différences sensibles qui vont de simples manifestations de ras-le-bol face à la gouvernance Macron/Philippe, jusqu'à une remise en cause globale du système capitaliste. Ça donne souvent un catalogue à rallonge de revendications variées voire contradictoires que l'on retrouve dans la position à adopter face à l'Europe. A l'heure où vous lirez ces lignes les élections pour le *Parlement européen* auront eu lieu, mais il nous semble intéressant de relever quelles étaient les positions de certains intervenants à l'Assemblée générale des *Gilets-jaunes* qui s'est tenue à la Bourse du Travail de Paris au début du mois d'avril.

Annexe Eugène Varlin, dans la salle Henaff, 29, Boulevard du Temple à Paris, il est 19h00 et plus de 500 places, sont déjà occupées alors que la foule continue d'affluer et se masse debout sur les côtés pour assister au débat: *Les Gilets-jaunes face à l'Union européenne*. Devant un public plein de vivacité, les invités se sont succédé pour critiquer une «*Union européenne des marchés*» inégalitaire et autoritaire, soumise au néolibéralisme antisocial «*dictature des ultra-riches*». Plusieurs propositions sont soumises lors de la soirée. D'un côté de la balance (Branco) des partisans pour l'insurrection et de l'autre côté de la balance (Boulo) une position plus pacifiste et non-violente qui entraînerait les *Gilets-jaunes* à utiliser des moyens (vignette jaune sur son pare brise, peindre en jaune des murs, coller des affiches, etc...) de manière à faire rire jaune les élus de la classe politique.

Stratégies des Gilets-jaunes face aux élections

Le mouvement ne souhaite pas qu'on lui assigne des représentants élus, pas plus que des leaders. Seuls sont tolérés les «*relais*» comme Jérôme Rodrigues, François Boulo, ou Juan Branco. Si tout le monde s'accorde sur le fait que la démocratie se joue d'abord dans la rue et les assemblées populaires, plusieurs stratégies sont discutées au sein du mouvement en vue des élections européennes: se présenter sur des listes déjà existantes, voter pour des partis traditionnels contre Macron... D'autres, qui ne croient plus que la politique est une affaire de bulletin et d'urne, continueront de s'abstenir de voter (comme les GJ de St-Nazaire qui se refusent à donner des consignes de vote). Ludivine Bantigny, première à s'exprimer, parle à la fois de fermeté et d'une forme d'humilité. Fermeté sur ce qu'est l'*Union européenne*, quant au sujet de la soirée «*Gilets-jaunes et Europe*». Elle pense que les relations à la question européennes constituent une première équivoque qu'il faut lever parce qu'évidemment c'est le «*grand piège*» du clivage qui est sans cesse assigné à s'imposer: «*si vous n'êtes pas pour l'Europe alors vous êtes des frileux, vous êtes des nationalistes, vous êtes des poussiéreux, vous n'êtes pas ouvert sur le monde, vous n'êtes pas des cosmopolites, etc...*». Elle a en particulier une certaine humilité du fait que le thème est difficile à aborder, difficulté augmentée par la non-homogénéité des *Gilets-jaunes*. Humilité aussi sur la question des consignes de vote ou pas, la question du boycott des élections européennes. C'est un sujet qui se dessine comme un piège qui lui paraît évident. La question «*pour ou contre l'Europe*» qui nous est imposée, et à laquelle on ne pourra échapper qu'en prenant le sujet «*à bras le corps et de ne pas se laisser happer par une espèce d'opposition qui nous est sans cesse imposée*» ne peut trouver de réponse évidente et immédiate.

Frédéric Pierru, à son tour, précise qu'il faut savoir que ce sont les catégories populaires qui ont inventé la notion d'internationalisme au XIX^{ème} siècle, ce sont les élites qui ont volé l'internationalisme pour le retourner contre nous. «*Critiquer l'Union européenne, ce n'est pas critiquer l'Europe clairement, on est tous pour l'Europe mais pour une autre Europe*». Il soulève que la santé est une priorité des Français, et pourtant il va

y avoir des économies dans ce secteur «pour rentrer dans les clous budgétaires imposés par les bureaucrates de Bruxelles». Il nous fait part d'une grande percée scientifique pour nous démontrer sur un ton ironique, que: «la marche ce n'est pas bon pour la santé, en tout cas la marche du progressisme macronien... c'est la reprise pure et simple du moonwalk de Michael Jackson, c'est à dire que vous avez l'impression d'avancer mais en fait vous reculez», les politiques veulent nous emmener dans un État encore plus libéral en pénalisant les retraites et la santé.

Juan Branco enchaîne en précisant que c'est un moment de rupture pour le pouvoir mais pas pour les Gilets-jaunes, «le gouvernement a grillé son avant-dernière cartouche qui était le grand débat, il s'apprête à en griller une dernière qui sont les décisions collectives à ce grand débat, et va essayer de jouer les prolongations avec les élections européennes pour tenter de mettre en scène une sorte de reprise en main de l'espace démocratique, pour montrer que tout va vraiment bien et qu'il n'y a plus de problème. Le fait de se désolidariser de cette mécanique qu'entretiennent certains médias pour ne pas dire la totalité en complicité avec le pouvoir en acceptant le fait d'avoir appuyé pendant trois mois cette organisation de propagande (un débat), c'est un premier signal. Le second, c'est de savoir qu'avec les élections européennes, c'est le dernier moment que l'on devrait se fixer pour essayer d'obtenir des résultats majeurs pour le mouvement des Gilets-jaunes». Il dénoncera que les élections européennes sont une «parodie démocratique», «cette parodie d'élection qui n'a qu'un objectif, permettre aux partis politiques institués au sein d'un système de faire élire ces personnes qui deviendront leurs otages, d'obtenir des ressources qui leurs permettront par la suite de préserver leurs comptes de petits chevaux». Il parle de chance historique, d'une masse suffisante qui permet de provoquer une bascule politique, empêchant d'être tributaire d'un seul homme en 2022.

François Boulo embraye: «Tant que nous serons dans les traités européens on ne pourra pas mener une autre politique économique», politique qu'il présente comme une idéologie néolibérale depuis 45 ans. Il nommera cela sous le terme de la «dictature des ultra-riches» comme je l'ai cité au début dans la présentation, c'est-à-dire comme il le précise «que toutes les règles sont faites dans leur intérêt. Quand il n'y pas de règles c'est aussi dans leur intérêt... Il faut la croissance toujours la croissance, avec cette théorie du ruissellement qui consiste à dire: on va faire des cadeaux fiscaux aux plus riches in fine au mieux quand on arrive à la croissance. En fait, c'est la croissance pour quelques uns, des très privilégiés et puis c'est l'austérité pour tous les autres. Voilà le modèle qu'ils appliquent depuis des années et des années». Ce carcan tient aux traités européens qui ont été instaurés. Prendre le risque de sortir des traités ce sera inévitablement le «chaos» et l'on ne peut même pas en discuter, même pas en débattre.

Jérôme Rodrigues rend hommage à Zineb Redouane (octogénaire tuée par les forces de police d'une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets) par la présence de sa fille, applaudissements chaudeux pendant plusieurs minutes, tout le public s'est levé pour partager ce grand moment d'émotion. Pour Jérôme c'est clair: «J'en a rien à foutre de l'Europe», «Les Gilets-jaunes c'est une bande de malades, c'est une bonne maladie parce que l'on est contagieux. En Angleterre, et ce depuis longtemps, parce que quand le mouvement a commencé, je commençais à faire des «likes», j'avais un blog contestataire ou l'on pouvait s'associer à mon compte. Au fil du temps les Anglais ont menés des actions en Angleterre». En Allemagne, en Belgique et en Bulgarie ce fut pareil. Comme il le précisera une fois de plus la France donnera l'exemple au monde entier. Sa position me semble contradictoire. Il se fuit de l'Europe mais demande d'aller voter utile. Il ne votera pas Macron aux prochaines européennes et lance un appel à l'assistance et aux citoyens français d'entrer dans ce vote de système anti-macron, ne pas s'abstenir car ce serait entrer dans le jeu de Macron. Il demande de se présenter dans les bureaux de vote avec son gilet jaune.

Personnellement, cela me rappelle l'élection présidentielle de 2017, lorsque les électeurs devaient voter contre Marine Le Pen, alors pourquoi ne pas suivre l'exemple du Portugal qui a dit «Merde à l'Europe!» comme l'a pourtant dit Jérôme?

Torya Akroum, finira ce tour de table en précisant que ce débat sur l'Union européenne est un débat central, vu le combat qui est mené depuis le 17 novembre 2018 contre l'oligarchie, le gouvernement et le système. Elle insistera sur le fait que «ce n'est pas l'Europe qui impose, mais c'est bien le gouvernement et le patronat français. C'est le gouvernement qui décide et personne d'autre». Elle fera le constat que c'est une suite institutionnelle du capitalisme, «une tour d'ivoire supplémentaire», «nous les travailleurs, nous les chômeurs, nous les retraités, les étudiants qu'on soit de France, d'Espagne du Portugal, de Pologne, de Grèce nous avons cela en commun avec les autres pays européens: c'est notre classe sociale», et elle conclura que le véritable problème ce n'est pas l'immigration mais bien la répartition des richesses pour une poignée des grands patrons.

Intervenants:

Torya Akroum, GJ.
François Boulo, «l'avocat des Gilets-jaunes», du collectif Rungis.
Juan Branco, avocat proche de LFI.
Ludivine Bantigny, historienne et enseignante.
Frédéric Pierru, sociologue.
Jérôme Rodrigues, GJ.

Pour les anarchistes, il va de soi que nous n'attendons rien des propositions gouvernementales qui ne viseront de toute façon qu'à calmer ce mouvement de contestation qui secoue le pays, afin de permettre à la classe bourgeoise de sauvegarder un système capitaliste qui perpétue leur domination et l'exploitation de la classe travailleuse.

Ce qui est pour nous l'exact contraire d'une société égalitaire et solidaire, sociale et libertaire.

Juan CHICA VENTURA
Groupe anarchiste Salvador-Segui
